

L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

**Ils laissent fermer Goodyear
et les autres entreprises. Ils continuent les
cadeaux aux riches et aux patrons...**

Ça suffit !

Il faut une riposte unie



des travailleurs et des jeunes

contre Hollande !



De la fiscalité à l'emploi en passant par les services publics, Hollande sert les intérêts des grands patrons (Page 3 et 5)



Front de Gauche : quelles possibilités au vu des désaccords entre Le PG de Mlenchon et le PCF sur les municipales ? (Page 2 et 4)

Nelson Mandela : héros de la lutte contre l'Apartheid mais sauveur du capitalisme

Par Stefaan Saliën

Mandela est à considérer comme un dirigeant historique qui a souvent été comparé à Gandhi ou Martin Luther King. Lors des commémorations pour sa mort, les médias et hommes politiques n'ont pas tari d'éloges à son propos, en passant quasiment sous silence le bilan politique de l'ANC et la situation actuelle de l'Afrique du Sud ; et surtout tous les chefs d'Etat ont passé sous silence l'attitude conciliante et l'opposition très timide des pays impérialistes face à l'Apartheid.

Cela n'enlève rien pour autant au rôle décisif qu'a joué Mandela dans la lutte victorieuse contre l'Apartheid, qui comptait parmi les régimes les plus réactionnaires sur la planète avec un des systèmes d'exploitation et d'oppression les plus odieux de l'histoire de l'humanité. Car ce sont bien les luttes des travailleurs et jeunes sud africains qui ont mis fin à l'Apartheid.



Manifestation de protestation après le verdict de la justice suite au massacre par la police de mineurs grévistes de Lonmin à Marikana (Stephane de Sakutin / AFP)

L'homme qui a mené héroïquement l'ANC au pouvoir en 1994

Son dévouement total à la lutte s'est illustré par son rôle dans la fondation de la branche armée de l'ANC, « Umkhonto we Siswe » (fer de lance de la nation). Son refus catégorique de tout compromis en échange de sa libération par le régime de l'Apartheid, au prix de 27 années de prison, a renforcé son envergure d'homme intègre au service de son peuple, contrairement aux dirigeants actuels corrompus et sans principes qui bafouent l'héritage qui leur était confié.

Faisant partie d'une nouvelle génération de jeunes dirigeants, inspiré par la révolution coloniale qui faisait trembler l'impérialisme à la fin de la deuxième guerre mondiale, Mandela avec Walter Sisulu, Oliver Tambo et d'autres camarades gagnait la direction de la section jeunes de l'ANC. En 1949, le programme d'action transformait l'ANC en une organisation qui privilégiait les

actions de masse pour atteindre ses objectifs.

En 1956 l'ANC adopte le « Freedom Charter » (Charte de la liberté), une déclaration de principes qui reflète l'influence radicale de la classe ouvrière dans le développement du programme et de la stratégie de l'ANC et qui revendique la nationalisation des mines et des secteurs clés de l'industrie.

Le capitalisme n'a pas de couleur

Après la fin de l'apartheid et les premières élections démocratiques les travailleurs d'Afrique du Sud aspiraient massivement à une vie meilleure et à l'égalité des droits. Après deux décennies, la réalité pour les Sud-Africains est tout autre. Pour la très grande majorité très peu de choses ont changé. L'Afrique du Sud post Apartheid est le pays le plus inégalitaire au monde : 8 millions de Sud-Africains n'ont pas d'emploi, 12 millions sont sous-alimentés et des millions n'ont pas d'accès au système de santé, d'éducation et de logement.

L'élite au sein de l'ANC qui dirige le pays montre les mêmes caractéristiques que l'ancienne direction qu'elle a remplacée: corruption, incompetence et avec un appétit insatiable pour le pouvoir et l'enrichissement personnel.

Pire, pendant que le gouvernement condamne la politique de l'Apartheid comme un crime contre l'humanité, les représentants de la nouvelle élite utilisent de plus en plus des méthodes de répression similaires pour s'assurer de leur maintien au pouvoir.

Au lieu de réaliser le rêve d'égalité et de prospérité auquel croyaient les masses, le rêve n'est devenu réalité que pour une minorité infime. Loin de la nation 'arc-en-ciel' égalitaire qui était promise, l'Afrique du Sud d'aujourd'hui ressemble plus à un « Irish Coffee » : noir au fond avec une fine couche de mousse blanche saupoudrée de pépites de chocolat.

Mandela a joué un rôle décisif dans le processus d'abandon du Freedom Charter et tous les principes auxquels tenaient l'ANC. Le moment décisif a été l'adoption du programme pour la croissance, l'emploi et la redistribution (GEAR) qui signifiait des conflits de plus en plus ouverts

entre le gouvernement et la classe ouvrière dans les usines, les bidonvilles, les écoles et les universités. La différence entre le gouvernement de Mandela et le gouvernement actuel si situe plutôt dans la forme que dans le fond.

Dans la période entre sa libération en 1990 et l'arrivée au pouvoir de l'ANC quatre ans plus tard, la position de Mandela est passée d'un engagement total au Freedom Charter et à son programme de nationalisations à une déclaration selon laquelle les privatisations qui étaient au cœur du programme GEAR constituaient la politique fondamentale de l'ANC. C'était Mandela qui menait l'ANC au pouvoir avec la promesse d'un emploi pour tous et le même Mandela qui déclarait au parlement après l'adoption du programme GEAR que le gouvernement « n'était pas une agence pour créer des emplois. »

L'adoption du Freedom Charter avait été le point culminant d'un processus démocratique dans l'histoire de l'ANC tandis que l'adoption du programme GEAR était profondément antidémocratique.

Si l'impérialisme et l'establishment en Afrique du Sud ont exercé une pression sur le régime d'apartheid pour négocier avec l'ANC c'était parce qu'ils avaient compris que c'était les luttes des masses – des grèves en 1973 au Natal jusqu'à l'insurrection des jeunes en 1976 et en particulier la conscience socialiste des travailleurs organisés au sein du COSATU (Congrès des syndicats sud-africains) qui représentaient une menace mortelle contre le système. Si le régime minoritaire des blancs était renversé pour une insurrection des masses, l'avenir du système capitaliste même serait menacé. Les négociations dans les coulisses avec Mandela ont convaincu les stratèges du capital les plus lucides qu'on pouvait arriver à un accord avec Mandela. Le problème principal pour Mandela n'était pas le système capitaliste en soi, mais un système capitaliste qui avantageait trop les blancs par rapport aux noirs. La classe dirigeante reste reconnaissante à Mandela pour les avoir aidés à sauver le système capitaliste en Afrique du Sud.

WASP : un nouveau parti de lutte pour les travailleurs

Quand Mandela est arrivé au pouvoir il y a eu de grands espoirs avec l'idée que la fin de l'apartheid signifierait la fin de l'exploitation capitaliste. Les 20 années passées ont été celles de promesses non tenues et au-delà, d'un désabusement très brutal face à l'ANC au pouvoir.

Dans les précédents numéros de l'Égalité et sur notre site, nous avons rendu compte des merveilleux progrès que les camarades du DSM, la section sœur du CIO en Afrique du Sud, faisaient

dans la reconstruction d'un outil politique qui soit vraiment celui de la classe ouvrière. Les suites du massacre des mineurs grévistes de Marikana en 2012 ont clairement montré la nécessité qu'une nouvelle voix émerge pour la classe ouvrière, et c'est sous la forme du Workers' And Socialist Party (WASP) qu'elle a trouvé une expression politique. Des milliers de mineurs, de travailleurs des transports, de la métallurgie, de jeunes... sont entrés dans le processus de construction de cette force, dont un des prochains challenges sera sa

participation aux élections nationales et provinciales, avec une conférence nationale en février. Ce sera une opportunité pour les travailleurs de généraliser les intérêts, de tourner la lutte sur la scène politique pour être une alternative aux partis de la classe dirigeante.

Des centrales de la confédération syndicale COSATU ont décidé de rejoindre le WASP. D'ores et déjà, le plus grand syndicat des métallurgistes, le NUMSA, a pris en décembre dernier

la décision historique de rompre ses liens avec l'ANC. Ainsi ce dernier participera aux élections sans le soutien de la branche la plus grande et influente de la COSATU. En parallèle du lancement du WASP en 2013, ceci représente un tournant dans la situation. Les barreaux de la cage dorée dans laquelle étaient enfermés les travailleurs depuis deux décennies ont finalement été brisés, et le processus d'émancipation de la classe ouvrière par son indépendance politique est de nouveau en marche.

Pour soutenir la campagne électorale du WASP,

vous pouvez faire un don sur notre site
www.gaucherevolutionnaire.fr

N'hésitez également pas à consulter les sites du WASP

workerssocialistparty.co.za

et du Democratic Socialist Movement

www.socialistsouthafrica.co.za



Election Municipale 2014 : Le choix va être limité...

Par Virginie Prégny

Un an et demi après son élection le gouvernement attaque de plus en plus nettement les travailleurs et la majorité de la population. Beaucoup d'entre nous se demandent pour qui voter et surtout si ce vote changera quoique ce soit. Dans un contexte de profond rejet du gouvernement Hollande-Ayrault, ces élections à caractère local vont nécessairement prendre un caractère national et doivent être l'occasion d'exprimer notre colère face aux politiques du gouvernement. Face à cette politique anti-ouvrière, notre positionnement se fera pour les listes qui s'opposent clairement à la politique du gouvernement.

Que voter face au FN ?

Alors que la colère face aux politiques contre les travailleurs fait monter les intentions de vote pour le FN, il est possible que ce parti puisse se maintenir au 2nd tour dans un certain nombre de villes voire même être en position de gagner une poignée de mairies. Dans le cas d'un second tour impliquant une liste de gauche et le FN, nous sommes pour empêcher le FN

d'accéder à la mairie mais sans s'effacer derrière le PS. Par exemple à Hémin Beaumont (Nord Pas de Calais), face à un PS corrompu et un FN qui sera probablement en position de maintien, il devrait y avoir un rassemblement de toutes les forces qui défendent les intérêts des travailleurs FdG-NPA-LO. Cela devrait aussi être le cas dans l'éventualité d'un duel UMP/FN. Le vote FN est encore un vote de colère contre une élite politique qui ne s'occupe pas des problèmes de la majorité, et c'est en proposant une politique claire, contre les classes dirigeantes et le système capitaliste qu'elles servent, que l'on pourra réellement faire baisser les voix du FN et faire reculer ses idées racistes.

Le flou à la gauche du PS

Une fois de plus, les listes à la gauche du PS et des Verts vont se multiplier, sans pour autant offrir de vrai choix sur le fond. Les cas de figures sont très variés, il y aura des listes PS-PCF dès le 1er tour, d'autres où le Front de gauche fera une liste seul au premier tour en annonçant déjà qu'il se ralliera au PS, des alliances Front de gauche-NPA... Notre choix de vote plus précis reposera sur le type de programme défendu par les listes, leur dynamique et leur volonté de

défendre les travailleurs et la population et leur impact. Même si nous ne pensons pas que les élections peuvent à elle seules changer fondamentalement la donne politique, nous sommes en faveur de listes qui pourraient être un appui, en partie par leur audience, dans le débat sur la nécessité d'une opposition de gauche au gouvernement et au PS et EELV.

Dans la majorité des cas, cela signifie un appel à voter de manière critique pour des listes Front de gauche et dans certains cas NPA ou pourquoi pas LO.

Pour une réelle opposition de gauche à la politique du gouvernement

Il nous manque une perspective pour réellement organiser la résistance aux politiques de Ayrault-Hollande, celle-ci doit se construire, dans les urnes si possible, mais surtout dans les luttes. Le Front de gauche n'a pas l'air de prendre cette direction pour le moment, car il est plus préoccupé à sauver les sièges de ses élus. Pourtant la seule sortie de crise en faveur des travailleurs se fera par des luttes déterminées et massives de tous les travailleurs et les jeunes ensemble.



Le 4 juillet dernier, Pierre Gattaz, le président du MEDEF, sortant de l'Élysée en compagnie de François Hollande qui a dû l'assurer que la politique défendue par le patronat continuerait d'être mise en application par le gouvernement. Après le CICE et l'ANI, ont été mis en place la nouvelle réforme de casse des retraites et maintenant le pacte de responsabilité
(photo Thomas Samson / AFP)

Une politique fiscale au service des riches !

Par Yann Venier

Le «ras-le-bol fiscal» aura donc été le leit-motiv médiatique de cet automne. A y regarder de plus près, tous les impôts n'impactent pas les budgets de la population de la même manière. L'impôt sur le revenu est progressif et les plus pauvres ne sont pas imposables alors que le taux de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) est le même pour tous. Le premier a pour objectif de réduire les inégalités de revenu par la redistribution sous forme de services publics gratuits (mais de moins en moins) comme l'école ou les hôpitaux et de prestations sociales.

Hausse de la TVA : à qui profite le crime ?

L'écart de revenu entre les 20% de la population la plus pauvre (7080 euros de revenu net/an) et les 20% la plus riche (48540 euros) avant tout prélèvement est de 6,86. Après les prélèvements (hors TVA) et redistribution par les services publics et les prestations sociales, cet écart est de 2,55. Autrement dit, l'écart est réduit par l'impôt et la redistribution. Mais lorsque l'on prend en compte la TVA, cet écart réaugmente passant à 2,7 (source : INSEE).

Et c'est cet impôt que le gouvernement a choisi d'augmenter ! Si les produits dits de première nécessité ne sont pas impactés par cette hausse de TVA, les transports, les abonnements de téléphone nécessaires pour bosser et vivre le sont. A l'opposé, la TVA sur les œuvres d'art non ! Cette hausse de la TVA ne sert pas aux services publics ou aux prestations sociales, mais à financer les entreprises dans le cadre du crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE) !

Ecotaxe : la privatisation de l'impôt

Le gouvernement fait de même avec cette taxe prétendument écologique. Elle ne résoudra rien concernant la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement de la planète. Ce sont les artisans et petits patrons qui payeront le prix fort pendant que les multi-

nationales du transport rouleront toujours à moindre coût. Et les modalités d'organisation de cet impôt routier sont une véritable attaque : c'est une société privée dans laquelle on retrouve Benetton, Goldman Sachs, SFR, Thalès, la SNCF, etc., qui est chargée de collecter la taxe en encaissant au passage 20% ! Et il y a fort à parier qu'avec de tels investissements l'ensemble de la population serait concernée par la suite. C'est l'ensemble des routes qui serait privatisée et pas seulement les autoroutes.

La lutte contre l'écotaxe en Bretagne a été la seule action massive sur la question. Elle a fait reculer temporairement le gouvernement. Mais en l'absence du soutien des directions du mouvement ouvrier auprès des travailleurs en lutte, celle de la CGT en tête, c'est une fraction réactionnaire de la bourgeoisie qui a pris la tête des manifs en tentant de dévoyer le combat des

salariés initialement en lutte contre les licenciements.

C'est une question importante pour les travailleurs que de lutter contre la hausse de la TVA, les écotaxes, et contre la politique fiscale du gouvernement. Hollande et Ayrault favorisent les plus riches et les patrons en faisant porter le poids de l'austérité sur les couches populaires, les travailleurs-ses et leurs familles. On voit bien que même taxer quelques centaines de millionnaires à 75 %, Hollande ne l'a pas fait. Les capitalistes et le gouvernement reprennent d'une main ce qu'on leur a arraché ! Stoppons les exonérations d'impôts et de cotisations sociales données au patronat ! Récupérons les dizaines de milliards d'euros que les plus fortunés planquent dans les paradis fiscaux !



Des salariés de Marine Harvest luttant contre leur licenciement et portant le bonnet rouge, lors de la manifestation de Quimper en octobre dernier

Édito

Hollande : Père Noël des grands patrons

2014 commence comme s'est terminée 2013 : hausses d'impôts pour les travailleurs, cadeaux aux grands patrons et chômage. Les vœux de fin d'année ne nous ont pas laissé entrevoir de grande amélioration quant à la politique du gouvernement. Le président du Medef, Pierre Gattaz ne s'y est pas trompé puisqu'il a déclaré : «Je suis satisfait. Il a lancé le projet général de sortir le pays de l'ornière et a montré un cap qui nous va bien».

Toujours plus de cadeaux aux grands patrons

Dans une veine on ne peut plus libérale, Hollande nous présente donc un pacte de responsabilité avec les entreprises. Celui-ci, nous dit-il, est «fondé sur un principe simple : moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social». C'est donc un contrat dans lequel une des parties, le grand patronat, n'a aucun engagement concret à prendre, et dans lequel aucune forme de contrainte n'est envisagée ! Quand on voit les milliers de licenciements, les détournements d'argent public ou encore les dividendes énormes versés aux actionnaires en pleine crise économique, il n'y a pas besoin d'être «expert» économique pour savoir que le pacte de Hollande c'est un 3e gros cadeau au grand patronat (le 1er étant les 20 milliards du plan compétitivité et le 2e étant l'ANI). Il n'y a que ceux qui croient au Père Noël pour penser que des entreprises vont créer des emplois juste sur une base de pacte de confiance avec le gouvernement !

Petit rappel historique

En 1984, un certain Yvon Gattaz, président de l'ancêtre du MEDEF (père de l'actuel président du MEDEF... comme quoi le monde est petit !) proposait un pacte «donnant-donnant» : l'Etat supprimait l'autorisation administrative de licenciements (soit l'obligation de faire valider les plans de licenciement par l'inspection du travail), et les entreprises «s'engageaient» à créer des emplois. En 1986, Jacques Chirac accède à cette demande. Résultat : pas de création d'emplois supplémentaires.

Faites des efforts !

La couleur est aussi annoncée sur le volet social et économique, quand Hollande nous demande de «faire des efforts». Quels efforts ? Moins manger, mal se loger, ne pas se soigner ? C'est déjà le cas pour de plus en plus de personnes ! Et Hollande nous a bien expliqué que tout ça c'est pour financer ces cadeaux aux patrons. Il faudrait augmenter les impôts pour pouvoir les réduire... ! Cherchez l'erreur !

Cette «politique de l'offre» va surtout ajouter de la crise à la crise en transférant des milliards des poches des travailleurs vers les profits des entreprises et dividendes des gros actionnaires.

La promesse de temps difficiles est finalement la seule que le gouvernement aura tenue.

Non, ce n'est pas un gouvernement de gauche !

Alors que certains s'époumonent à supplier le gouvernement de faire une politique de gauche, de redevenir social démocrate... (voir page 4 de ce numéro) tous ses actes et décisions démontrent que le PS a (depuis longtemps) tourné le dos aux travailleurs et aux classes populaires. Ce ne sont pas les élections de cette année qui vont apporter une réelle alternative à ces politiques libérales qui s'enchaînent. C'est bien à nous tous, travailleurs, chômeurs, jeunes, etc, qu'il revient de prendre le chemin des luttes pour stopper les désastres sociaux en cours.

Des tensions de plus en plus nombreuses au sein du Front de gauche

Par Leïla Messaoudi

Le Front de gauche est divisé depuis plusieurs mois : bisbilles entre Pierre Laurent (PCF) et Jean Luc Mélenchon (PG), désaccords électoraux, recomposition de l'aile gauche, suspension de la participation du PG au Parti de la gauche européenne... Et il y a des différences sur la manière d'approcher le PS et l'avenir du Front de gauche.

Une politique qui tourne en rond... autour du PS

Concernant les prochaines élections municipales, plus que jamais le Front de gauche est désuni avec un sigle qui représentera des alliances et des tactiques différentes selon les villes. Ceci peut s'expliquer parfois par des réalités locales. Mais en général, la géométrie variable des listes Front de gauche est avant tout l'illustration de l'absence d'un programme commun au FdG face au gouvernement PS-écologistes et à la pression de la droite et du FN.

Pourtant face à un gouvernement PS qui assume les plans de coupes dans les budgets sociaux et les cadeaux au patronat, un véritable Front de gauche, qui veut représenter et défendre les intérêts des travailleurs et des couches populaires pourrait défendre un certain nombre d'axes précis contre la dégradation des conditions de vie de la majorité des habitants : transports, emplois, logement. Autant de sujets sur lesquels une vraie orientation en faveur des travailleurs et de la population est cruciale.

Mais pour cela, il faut définir quels sont les points clés et ne pas tout calculer en fonction de ce qui sera acceptable ou pas par le PS. Faire, sur bases d'accords au rabais, des listes communes avec le PS dès le premier tour comme le fait le PCF dans un certain nombre de villes (pas toutes fort heureusement) est très néfaste. La position du Parti de gauche de faire résolument liste séparée au premier tour est en cela beaucoup plus juste. Seulement si leur critique est souvent virulente, la position devient peu crédible et se révèle purement tactique quand

on sait que d'ores et déjà au second tour le PG (ou les listes autonomes du FdG) fusionnera ses listes avec le PS. La question reste de savoir sur quelles bases cela se fera.

La direction du PCF fait sa politique en faisant du PS le partenaire privilégié et recherché, pensant l'obliger à infléchir sa politique. Le PG tourne aussi autour du PS, mais en se focalisant sur la «gauche» de celui-ci. Tous veulent avoir une influence sur le PS, peser sur sa gauche et être au final la force qui compte. D'une autre manière, les Verts font cette politique d'ajustement dans un sens ou dans l'autre depuis des décennies et n'existent que pendant les élections. Cette politique ne fait pas un programme politique et envoie droit dans le mur. Le PS a choisi de servir les intérêts des capitalistes. Un vrai Front de gauche aujourd'hui face à un gouvernement dirigé par le PS devrait nécessairement adopter une politique indépendante qui parte des intérêts des travailleurs et des couches populaires.

Quel avenir pour le Front de gauche ?

Ces débats sont souvent perçus comme politiques à une échelle large. Ils sont stériles et éloignent tous ceux et celles qui cherchent à s'opposer à la politique de Hollande. Aujourd'hui les réunions du Front de gauche sont vides dans de nombreuses régions et villes, et il est davantage un sigle pour les élections pour le PCF souvent et pour d'autres forces regroupées parfois. Réduit à un sigle électoral, le FdG s'éloigne de la possibilité d'être un front combatif regroupant ceux qui à gauche veulent au moins sur certains points faire reculer les capitalistes et ceux qui les servent comme le gouvernement actuel.

Cette situation d'urgence critique amène une partie des forces de «l'aile gauche» du Front de gauche à se regrouper pour essayer afin de peser sur l'avenir de l'alliance. Un regroupement appelé «Ensemble» a vu le jour fin novembre. En terme électoral, il se rapproche de la position du Parti de gauche de listes indépendantes au premier tour et insiste sur le fait que le Front de gauche doit être uni

et se retrouver aux européennes sous la même bannière. Ils se veulent optimistes mais se heurtent à un vrai problème politique qu'aucune des forces d'Ensemble n'a vraiment posé et résolu : le Front de gauche n'a pas été conçu pour être un outil pour s'organiser, discuter et agir. Ça n'a jamais été l'objectif du PCF ni même du PG. Leur programme n'est pas d'avancer vers la création d'une nouvelle force politique capable de porter les aspirations de ceux qui veulent lutter. Depuis le «Prenez le pouvoir!» de 2012 de Mélenchon, la révolution citoyenne appelée de ses vœux passe essentiellement par un bulletin de vote et quelques grandes manifestations. Les «assemblées citoyennes» n'ont jamais attiré du monde et étaient dominées par le bla-bla. La question n'est pas d'ouvrir ou non le Front de gauche largement mais sur quel programme un tel regroupement politique large pourrait exister ? Dans les luttes par exemple, le FdG refuse de discuter de la tactique syndicale et de la critiquer. Or, quand les

directions syndicales font tout pour empêcher une lutte d'ensemble contre la casse des retraites, une telle approche ne peut que décevoir ceux et celles qui luttent contre les attaques patronales.

Aux manifestations appelées par le Front de gauche une partie des travailleurs et des jeunes répond encore présente mais si le Front de gauche continue de ne pas répondre aux vraies questions, il risque d'exploser définitivement, tiraillé par les divergences d'intérêts des forces qui le composent ou de se rabougrir à un sigle électoral.

Il faut faire émerger une opposition de gauche au gouvernement et aux capitalistes.. Pour cela, il faut défendre une alternative au PS et s'opposer clairement aux politiques menées par celui-ci et porter des revendications indépendantes dans les élections comme dans les luttes et le quotidien contre les licenciements, les fermetures et coupes dans les services publics.



Entre Pierre Laurent, du PC, et Mélenchon, du Parti de Gauche, les désaccords en particulier sur les questions d'alliance électorale avec le PS, s'approfondissent. (Sébastien Bozon / AFP)

La Gauche révolutionnaire

Souscription de la Gauche révolutionnaire

La Gauche révolutionnaire est une organisation qui ne reçoit de subvention de personne; premier gage de notre indépendance politique. Ni de l'État, ni d'une amie fortunée comme Liliane Bettencourt. Nous fonctionnons essentiellement avec les cotisations des militants, la vente de nos matériels mais également grâce au soutien régulier de nos sympathisants.

Cependant, pour faire vivre une organisation, diffuser nos analyses – éditer périodiquement un journal ou des brochures, produire des tracts, avoir un local, etc. – nous avons besoin de finances à la hauteur de nos ambitions : en finir avec cette société de guerre, de misère, de chômage et d'exploitation.

Soutenez-nous ! Pour faire un don, vous pouvez faire un virement sur le compte suivant, nous envoyer un chèque ou bien sûr passer par notre site Internet (transaction sécurisée via Paypal).

Versez au Fond de soutien de la Gauche révolutionnaire

et du comité pour une internationale ouvrière

- Je soutiens en versant Je soutiens en versant
- euros en chèques (à l'ordre de VJE) euros par virement

compte bancaire VJE BRED
n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : email :

Ou sur notre site par transaction sécurisée via Paypal :

www.gaucherevolutionnaire.fr

Acheter le t-shirt «résistance contre le racisme et le capitalisme» de la Gauche révolutionnaire



Abonnez-vous ! à L'Égalité

ABONNEZ-VOUS

- Je souhaite m'abonner au journal L'Égalité (France 6 mois = 8€ 1an = 15€ International (hors DOM TOM) 1 an = 30€) chèque à l'ordre des "Voyages Jeunesse Egalité" ou par CB en ligne sur gaucherevolutionnaire.fr)

Nom : Prénom :

Adresse :

à retourner à :

Les amis de L'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen



N'hésitez pas à nous contacter

Fixe : 09.54.79.19.17

Rouen - Leïla 06.14.07.45.19

Paris - Matthias 06.02.19.77.54

Cherbourg - Olivier 06.72.94.66.02

Nancy - Yann 06.08.06.72.13

Nord - Faustine 06.28.05.11.00

Drôme - Rachel 06.31.56.52.14

"Les Amis de L'Égalité"

82, rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76000 Rouen

grcontact@hotmail.com

Une très mauvaise ANI 2013 pour les travailleurs !

Par Yann Venier

Cela fait un an qu'a été signé l'Accord National Interprofessionnel (ANI) entre les organisations patronales et trois syndicats (CFDT, CGC, CFTC). Comme prévu, les mauvais coups pour les travailleurs pleuvent, en particulier dans le secteur industriel.

L'usine Sevelnord liée à PSA avait créé un précédent : l'accord de «compétitivité» signé en 2012 prévoyait notamment une modération salariale de 3 ans, la suppression de jours de RTT, 21 minutes de plus par jour de travail non payé, la diminution de la sur-rémunération des heures de nuit et des primes... en contrepartie de quoi les patrons se sont «engagés» à ne pas faire de licenciements économiques et à faire produire un nouveau véhicule sur le site. Michelin prenait le relais avec un accord signé par la CFDT et la CFE-CGC qui impose une plus grande flexibilité du temps de travail et ne l'a pas empêché de supprimer 730 emplois à Joué-lès-Tours !

Ça continue partout... Et surtout dans l'automobile

Les accords se sont multipliés, à STX, constructeur naval à Saint-Nazaire ou encore à Walor, entreprise sidérurgique ou à la Fonderie de Bretagne. Mais c'est dans l'industrie automobile que l'offensive patronale est la plus forte. À

Renault, l'accord signé par la CFDT, CGC et FO permet à l'entreprise de faire 500 millions d'euros d'économies, avec notamment une augmentation de 6,5 % du temps de travail, une refonte des comptes épargne-temps, un gel des salaires en 2013 et 7 500 suppressions d'emplois d'ici fin 2016. À la Française de Mécanique (filiale 50% Renault, 50% PSA), un accord prévoit en plus la suppression de la pause repas et la possibilité d'allongements d'horaires de 30 à 60 minutes !

À PSA, c'est le blocage des salaires en 2013, 2014 et sans doute en 2015 et 2016, la baisse de la majoration des samedis de 45 à 25 %, suppression ou baisse des primes (rentrée, nuit, prime d'évolution garantie qui représentent des centaines d'euros par an), baisse de l'Assurance Collective Contre les Aléas de Carrière (qui vise à compenser une baisse de salaire suite à un changement de poste ou d'horaires), fin de l'allocation de chômage partiel de longue durée, en contrepartie de... rien : les suppressions d'emploi sont déjà prévues !

Construisons une lutte d'ensemble !

L'«accord» est simple : maintien de l'emploi ou du moins d'une partie ou du moins temporairement contre casse des droits acquis et baisses de salaires. Et quand l'accord aura expiré... ? Les Conti avaient accepté des augmentations du temps de travail sans hausse de salaire pour maintenir l'emploi et se retrouvent

au chômage. Si de tels accords existaient dans le passé, aujourd'hui l'ANI légalise le chantage patronal et les attaques.

À Renault, PSA, dans leurs filiales (Sovab, Française de Mécanique, Sevelnord, etc.), les travailleurs se sont massivement mobilisés contre les suppressions d'emploi prévues et ces accords scélérats, mais cela reste isolé. Les patrons réussissent à imposer des régressions sociales précédentes, avec la passivité de toutes les confédérations syndicales, qui refusent d'organiser une riposte à la hauteur.



Manifestation des salariés de Renault Sandouville le 9/11/2013

Éducation : des réformes au mépris des enfants et du personnel

Depuis la rentrée, et malgré les différentes journées de mobilisation des enseignants et des parents, Vincent Peillon maintient sa réforme des rythmes scolaires qu'il présente comme bénéfique pour les élèves. La réalité est pourtant différente. Des enquêtes de parents d'élèves montrent qu'environ 3/4 des parents trouvent leurs enfants plus fatigués cette année qu'à la même période, et que pour environ 1/4 des parents le changement a eu une forte incidence financière. Les enseignants mettent aussi en avant ce qui aurait dû être la priorité du ministre de l'éducation pour lutter contre les difficultés scolaires : le nombre d'enfants par classe toujours aussi élevé et le besoin d'un recrutement d'enseignants titulaires. Vincent Peillon a d'autres objectifs que le bien-être des enfants : celui de détourner l'attention médiatique du véritable problème d'un système éducatif surchargé et tourné vers la sélection, mais surtout de transférer vers les communes une partie de l'enseignement (artistique, sportif...) qui à terme ne sera plus pris en charge dans les programmes scolaires, accentuant les écarts de qualité des activités périscolaires entre les communes riches et les communes pauvres, et offrir à des sociétés privées d'aide aux devoirs, d'activités diverses ; un marché juteux.

Ce qui attend les collégiens avec la rénovation du collège en 2015 n'est pas plus réjouissant. La création d'un programme axé sur le socle commun auquel s'ajouteraient des enseignements différents selon les jeunes est un outil supplémentaire de sélection des enfants en abandonnant dès le collège l'ambition de faire apprendre aux élèves les moins scolaires les mêmes savoirs qu'aux élèves en réussite. L'allègement de la semaine de travail du collégien sera là encore le prétexte pour faire avaler cette réforme profonde du collège unique.

Le personnel de l'éducation attaqué

Les changements de rythme scolaire se sont faits très souvent au mépris du personnel enseignant et en aggravant les conditions de travail du personnel communal. Vincent Peillon s'attaque aussi au statut des professeurs du secondaire, jusque là plutôt protecteur. Le ministre parle de reconnaître les différentes missions qui se sont ajoutées à celle d'enseigner au cours des années, mais les pistes choisies pour le faire vont vers une augmentation importante et une annualisation du

temps de travail des enseignants. Les professeurs vont subir les mêmes dégradations de travail que d'autres secteurs professionnels pour être plus flexibles et plus « productifs ». En période d'austérité c'est une vraie économie de postes. La création de 4000 postes d'enseignants, avant même que l'on sache quelles embauches seront effectuées, est en deçà des moyens. A titre d'exemple, pour 700 élèves de plus en secondaire, la Haute Normandie aura 10 postes de professeurs en plus soit 1 prof pour 70 jeunes. Dur de lutter contre le sureffectif de cette manière !

Luc de Chivré



(Photo onlyphotos.org)

Première victoire des postiers de Briançon

Suite à plusieurs de leurs revendications restées sans réponse de la part de la direction, les facteurs de Briançon, par le biais de la CGT, déposaient un préavis de grève illimité sur le site de Briançon à compter du 23 décembre 2013 :

- Un volant de remplacement de 25% sur le site ; soit 4 personnes supplémentaires
- Repos compensateur si les 24 et 31 décembre étaient travaillés
- Les 24 et 31 décembre allégés
- 325 euros de prime « facteur d'avenir » au lieu des 75 prévus.

La direction a bien sûr attendu le 23 décembre pour faire ses offres aux 6 grévistes sur les 7 venus se rassembler dans le froid afin de la rencontrer.

Le bureau en fonctionnement se compose de

20 facteurs sur des quartiers de distribution, 2 facteurs en collecte-remise/gros usagers/dépôt-relais, 2 agents aux services arrière et un manutentionnaire à temps partiel. Le reste étant l'encadrement ou assimilé.

Malgré ce faible rapport de force la direction a proposé aux grévistes :

- Une affectation à temps complet sur le site de Briançon à compter du mois de février
- Les 24 et 31 décembre allégés : n'étaient pris que les colis non-économiques, la presse quotidienne, les plis urgents et les objets spéciaux
- 150 euros de prime facteur d'avenir.

Conscients de la faiblesse de leur nombre, les grévistes proposaient donc à la direction de reprendre le travail le jour même et de réinstaller la feuille de présence pour qu'ils puissent la signer

sans que la direction ne tienne compte de leur retard pour la prise de service et leur installation au tri général.

Ainsi, en à peine 30 minutes de grève pour laquelle ils ne seront pas sanctionnés financièrement, 6 grévistes déterminés ont réussi à doubler leur prime, à s'éviter d'être trop crevés pour les réveillons et se sont assurés d'une embauche définitive dès février 2014.

Certes la direction n'a rien lâché qu'elle ne pouvait faire et qui lui soit douloureux, mais elle n'aurait rien lâché du tout si quelques facteurs ne s'étaient pas mobilisés. Elle aurait été contrainte de faire quelques efforts supplémentaires si une mobilisation plus importante des facteurs titulaires avait eu lieu.

Sylvain bled

Le scandale des travailleurs détachés

Cette fin d'année 2013 a été marquée par la polémique sur les travailleurs détachés. La France en a dénombré au moins 210 000 cette année, soit 23 % de plus qu'en 2012. Le recours aux travailleurs détachés se développe fortement et face au chômage croissant, on peut comprendre que cela mette en rogne les travailleurs français.

Tous secteurs confondus, le nombre d'entreprises ayant recours à des travailleurs détachés est en grande augmentation, qu'elles soient du secteur privé ou public. Par exemple les abattoirs GAD en Bretagne, qui ferment leur site à Lampaul-Guimiliau, prévoient de licencier 889 personnes alors qu'ils embauchent en parallèle une centaine de travailleurs intérimaires roumains pour transférer leurs activités sur le site de Josselin. On peut citer également le chantier EDF du terminal méthane à Dunkerque qui embauche 60 % de travailleurs détachés ou les projets nucléaires comme Iter à Cadarache...

Sans surprise, le FN a sauté sur le sujet pour développer une approche populiste, attaquant le gouvernement sur son immobilisme et se prétendant l'unique défenseur des travailleurs français. En période pré-électorale, le PS n'a eu d'autre choix que de réagir vite et de publier une proposition de loi visant à réduire les fraudes. Même si celles-ci sont nombreuses (estimées à un travailleur détaché sur cinq qui n'est pas déclaré), ce n'est pas une « liste noire » des entreprises condamnées pour travail illégal qui permettra d'y mettre fin. Et puis c'est bien le travail détaché tel qu'il est établi qui est en lui-même une fraude visant à servir le profit des capitalistes !

Le fait que les employeurs paient les charges sociales au pays d'origine des employés fait qu'en employant des travailleurs des pays de l'est de l'UE où les charges sont moindres, les patrons parviennent à réduire jusqu'à 30 % ce qu'ils payent aux travailleurs ! Peu importe l'origine de la main-d'œuvre pour les patrons, du moment qu'elle accepte les conditions d'exploitation et qu'elle leur permet de faire du bénéfice. Il ne s'agit pas d'une bataille entre travailleurs français et étrangers mais bien d'une illustration de l'absurdité du capitalisme qui ne vit que pour le profit à court terme. En réponse, il faut une lutte généralisée de tous les travailleurs européens pour des conditions de vie et de travail décentes qui permettent à chacun de vivre dignement.

Rachel

Centrafrique : quelle issue ?

Par Leïla Messaoudi

Depuis l'intervention de 1600 soldats français dans le pays, la situation va à l'inverse de ce que promet le gouvernement. La situation n'a pas cessé de s'aggraver. Tout ce qui constitue le mandat de la France, réduire les violences et pacifier, reste à faire. Les assassinats de civils, les lynchages, les actes de barbarie en tout genre se multiplient et plus d'un tiers de la population de Bangui a déjà fui la ville. Il y a une cinquantaine de camps de populations déplacées dans le pays aux abords des églises et des mosquées. Cent mille personnes campent sur le tarmac de l'aéroport de Bangui, occupé par les troupes françaises. De plus, les pays limitrophes comme le Cameroun voient l'afflux de réfugiés sans cesse grossir. Des milliers de tchadiens installés en Centrafrique depuis des décennies sont attaqués et rentrent au pays, s'entassant dans certaines zones. La région est très impactée par la crise en Centrafrique.

L'intervention française : un facteur d'instabilité

La présence des soldats a été, ce qui peut paraître paradoxal a priori, le déclencheur d'une violence encore plus forte. En effet, l'armée française est inefficace face aux exactions qui se poursuivent. Ceci crée du ressentiment et de la colère. Il ne s'agit pas d'une guerre entre soldats ni de batailles, mais d'attaques de populations civiles, d'enrôlement d'enfants dans les groupes armés – 3500 selon l'Unicef. Avec le temps, la violence, la rancœur, la vengeance et les représailles sont montées d'un cran, en particulier à Bangui où les quartiers musulmans et chrétiens se jouxtent. Et de fait, ces violences sont désormais commises par des civils.

Médecins sans frontières a dû se retirer de certaines zones faute de sécurité. Selon leurs dires, les blessures par balle sont remplacées par des coups de machette et les lynchages.

Des milices commettent des exactions en assi-

milant musulmans et Séléka, chrétiens et anti-Balakas parmi les populations civiles. Et la présence française a attisé les tensions entre populations musulmanes et populations chrétiennes car tout le monde se demande quel camp la France soutient ; elle s'est en effet toujours immiscée dans la vie politique du pays, faisant et défaisant les dirigeants successifs. Les conflits inter-religieux en cours dans le pays ne sont pas des conflits historiques. Ils sont le résultat d'une longue politique de soutien des gouvernements français à des dirigeants corrompus qui se sont appuyés sur telle force contre telle autre afin de préserver leurs intérêts.

Troupes françaises hors de Centrafrique !

Il est clair que l'intervention française ne donnera rien de bon dans la région. D'ailleurs, en France, on ne s'y trompe pas : le soutien à l'intervention dans la population a baissé de 10 points en un mois (IFOP dans Sud-Ouest Dimanche - 05/01/14+), lassée de ces coûteuses interventions à

répétition alors même que le gouvernement planifie des coupes budgétaires sans précédent – soi disant faute d'argent dans les caisses !

Avec plus de 1000 morts parmi les civils, une malnutrition grandissante, 70 % des enfants qui ne vont plus à l'école et tous services publics fermés, les perspectives sont difficiles. Mais la majorité des habitants qui subit la situation la refuse. Elle peut encore reprendre les choses en mains. Une grande vague de grèves avait eu lieu en février 2013 face à la crise économique et aux conditions de vie lamentables. La seule voie pour s'en sortir c'est que les habitants s'unissent à nouveau et s'organisent eux-mêmes avec l'aide des syndicats indépendants. Il faut que la population désarme les milices, les bandes de mercenaires qui dévastent le pays en organisant des milices non-confessionnelles, à Bangui et ailleurs. Les troupes françaises et étrangères n'ont rien à faire là, elles doivent partir. Et en France, il faut dénoncer cette politique militariste de Hollande et essayer de créer des liens de solidarité internationale avec tous ceux qui essaieraient en Centrafrique d'œuvrer dans ce sens.

Etats-Unis : les leçons d'une campagne électorale réussie

Par Cécile

Le 15 novembre 2013, notre camarade Kshama Sawant, membre de Socialist Alternative (section soeur du CIO aux Etats-Unis), a été élue au conseil de la ville de Seattle, la plus grande ville du nord ouest du pays. Elle a remporté plus de 93000 suffrages et a battu le candidat démocrate qui était en poste depuis 16 ans !

L'idée que le Parti Démocrate représente les travailleurs ordinaires, minorités, jeunes... a été remise en cause. Notre camarade a réussi le pari de rompre avec le bipartisme en se présentant ouvertement socialiste, ce qui est presque infaisable aux Etats-Unis.

Une campagne démocratique pour et par les travailleurs

Un des aspects décisifs de la campagne a été son caractère démocratique et la volonté permanente d'y inclure un maximum de travailleurs et de jeunes dans les activités et l'élaboration politique, en lien avec les syndicalistes et activistes de la ville et au-delà. À Seattle comme ailleurs, la revendication principale

était pour un salaire minimum de 15\$ par heure mais aussi à propos du logement. En effet, les travailleurs aux Etats-Unis sont tellement précaires que beaucoup doivent avoir deux emplois ou plus, ou demander des aides de l'Etat pour arriver à survivre. C'est le cas des travailleurs de Walmart, l'entreprise N°1 aux US, malgré le fait qu'elle ait fait plus de \$15,7 milliards de profits en 2012 !

Cette revendication des 15\$ de l'heure, née des mouvements sociaux, a créé un énorme enthousiasme : plus de 350 bénévoles ont mené campagne avec nos camarades. Des syndicalistes, travailleurs précaires... ont rapidement repris à leur compte ce combat pour les 15\$, notamment les travailleurs des fast food qui ont débrayé dans tout le pays un jour de forte affluence.

Un bouleversement dans la situation américaine... voire mondiale

La campagne de Socialist Alternative et la lutte pour les 15\$ représentent un tournant dans la situation politique. Une dynamique de luttes aux US se développe depuis les mouvements "Occupy (Wall Street)", les luttes qui continuent à avoir lieu autour de la revendication

des 15\$ sont essentielles. Nos camarades continuent de mettre en avant que pour que les 15\$ soient réellement mis en place, il est nécessaire qu'un mouvement massif de grèves et de luttes ait lieu afin de challenger les patrons qui seront prêts à tout pour ne pas céder. Face à cette grogne, Obama a déjà promis dans un discours une loi pour passer le salaire minimum fédéral de 7,07\$ à 10,10\$. Cela montre bien la peur de la bourgeoisie : ils préfèrent une concession à minima plutôt que de risquer un mouvement victorieux qui pourrait faire bouler de neige aux USA mais aussi dans le monde. Une victoire dans le temple du capitalisme reviendrait à montrer que le colosse a des pieds d'argiles.

Nos camarades œuvrent pour une journée d'action nationale massive début 2014 comme un premier pas pour intensifier la lutte et construire un mouvement massif de la classe ouvrière, liant les revendications immédiates sur l'emploi et les salaires à la nécessité d'organiser l'économie mondiale selon les besoins de tous. En prenant exemple sur cette campagne électorale, nos camarades de Socialist Alternative œuvrent d'ores et déjà dans ce sens et ont mis en place un site internet www.15now.org pour continuer à financer et à populariser cette campagne.



Kshama Sawant lors d'une réunion publique au cours de sa campagne

Europe, une reprise... de la crise ?

Par Olaf van Aken

Après 5 ans de crise profonde en Europe, notamment dans les pays du Sud de l'Europe, les perspectives pour 2014 ne s'annoncent guère mieux. Cette crise économique dans la Zone euro a eu pour conséquence un chômage de masse, une pauvreté de masse et une politique d'austérité violente contre les travailleurs et les populations dans leur ensemble. Un pays comme la Grèce qui sera à la présidence de l'Union européenne pour le premier semestre 2014 (quel cynisme!) a été entièrement ravagé par la crise et le diktat de la Troïka (FMI, Commission européenne, BCE).

Quelles sont les perspectives pour 2014 ? Y-aura-t-il une reprise de l'économie ? La crise financière sera-t-elle terminée ?

La Zone euro est officiellement sortie de la récession au troisième trimestre 2013, mais les pronostics de croissance pour 2014 montrent plus une stagnation qu'une véritable croissance malgré les annonces d'une reprise certes timide des experts bourgeois. Selon l'INSEE, la croissance dans la Zone euro serait de 0,3 % pour les deux premiers trimestres (0,2 % en France). Selon l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) la destruction des emplois continuera en 2014. Le chômage de masse, la baisse des salaires (la plus forte depuis 1945) et l'austérité

budgétaire vont peser lourdement sur la demande et certainement compromettre une croissance réelle de l'économie. Comme disait un des responsables de l'OFCE à juste titre : «Parler de reprise quand il manque toujours des millions d'emplois détruits durant la crise, c'est indécent.»

Chômage et pauvreté de masse s'installent durablement

Le dernier rapport d'octobre 2013 de la Croix rouge décrit les perspectives ainsi: «L'Europe plonge dans une longue période de pauvreté grandissante, chômage de masse, exclusion sociale, plus grande inégalité et désespoir collectif à cause des politiques d'austérité appliquées en réponse à la crise des dettes et la crise financière.» Selon ce rapport 120 millions Européens vivent dans la pauvreté ou au seuil de celle-ci. Des millions de personnes sont obligées de chercher de la nourriture quotidiennement auprès des institutions caritatives. Des couches importantes de la classe moyenne tombent dans la pauvreté, même en Allemagne, pays le plus puissant de la Zone euro: 5,5 millions de personnes appartenant à la classe moyenne il y a dix ans font aujourd'hui partie des salariés sous-payés. L'Allemagne qui a d'ailleurs le nombre le plus élevé des salariés sous-payés dans la Zone euro : 22 % sur l'ensemble de tous les salariés. Le chômage en Europe est devenu très massif depuis 2008: entre 33 et 60 % chez les jeunes et chez les travailleurs entre 50 et 64 ans il a doublé entre 2008 et 2012.

La Zone euro est une des régions les plus fragiles au niveau économique à l'échelle mondiale. Rien de substantiel n'a changé depuis 2008 qui

pourrait permettre à la Zone euro de «repartir sur de bonnes bases». Au contraire, les conditions pour un approfondissement et/ou un prolongement de la crise actuelle et/ou pour un éclatement de la Zone euro s'accumulent à nouveau : faible demande à cause du chômage de masse, des bas salaires et de la politique d'austérité, entrée en crise du Japon et instabilité grandissante de la Chine, resserrement monétaire possible de la FED (banque centrale américaine), spéculation intense sur des produits financiers dérivés (aujourd'hui au niveau de l'avant-crise en 2007), surendettement des pays de la Zone euro et risque de faillite de certains, pénurie de crédit notamment pour l'économie «réelle» (crédit crunch), grandes banques européennes «pourries» et très fragiles à cause de leur implication dans la spéculation. Tout reste très explosif et l'éclatement d'une nouvelle crise financière d'ampleur n'est pas exclu.

A lui seul l'exemple de la Grèce montre qu'il est urgent de mettre fin à ce système capitaliste totalement pervers. Après avoir complètement détruit et jeté au moins 40 ans en arrière ce pays, les instances capitalistes vont autoriser la Grèce prochainement à retourner sur les marchés financiers. Autrement dit: ce pays en banqueroute (dette publique à 175 % du PIB) peut s'endetter davantage avec la contrainte de maintenir coûte que coûte l'austérité violente. Surtout les spéculateurs et grands fonds vont ainsi spéculer à nouveau sur la dette grecque, se faire un fric monstrueux et aggraver la misère des travailleurs et pauvres.



Manifestation contre l'austérité au Portugal le 25 septembre dernier (Hugo Correia / reuters)

Notre antiracisme

Par Matthias Louis

Souvent, le racisme est présenté comme une question morale qui reposerait sur la méconnaissance et la peur de l'autre. En réalité, c'est plus une conséquence qu'une cause. Le racisme revêt beaucoup de formes différentes. Le racisme s'est développé avec les guerres de conquête et la colonisation. Il a été utilisé pour les justifier au moyen de la religion ou autre.

Les guerres et les colonisations n'avaient qu'un but économique et géopolitique, et servaient les intérêts d'une infime minorité des pays qui les menaient. Mais elles ont engendré de profondes inégalités sociales et économiques entre les différents peuples. Les classes possédantes ont trouvé des scientifiques pour théoriser qu'il y avait des races inférieures et des supérieures et ainsi justifier l'esclavage, la traite des noirs...

Aujourd'hui encore, il se trouve des politiciens et des intellectuels pour prétendre que la colonisation aurait surtout amené des « bienfaits » aux peuples colonisés...

Le racisme d'aujourd'hui,

Il a fallu attendre la révolution de 1848 en France pour voir l'abolition définitive de l'esclavage, même s'il a continué dans certaines colonies.

Aux Etats Unis, c'est la guerre de Sécession qui y mettra fin en 1865 mais très vite, dans certains Etats, un régime d'apartheid sera mis en place qui ne disparaîtra, en 1965, qu'avec des mobilisations de masse des exploités pour que les droits civiques. En Afrique du Sud, ce ne sera qu'en 1991... En Europe, les pires théories racistes ont conduit au régime nazi et à la politique d'extermination des juifs ou de travail forcé des peuples jugés inférieurs...

Le racisme n'est donc pas une opinion, c'est une politique et c'est le produit du développement du capitalisme, l'impérialisme, et cela laisse des traces aujourd'hui encore notamment dans la façon dont les politiciens et les journalistes parlent des pays d'Afrique, d'Asie...

Cela est d'autant plus renforcé par le fait que les gouvernements se sont ingéniés à instaurer des statuts et des hiérarchies différents selon les origines. Un étranger issu d'une ex colonie non européenne a ainsi moins de droits qu'un étranger issu d'un pays d'Europe de l'est (sauf si ce dernier est Rom) qui lui-même a moins de droits qu'un étranger issu d'un pays d'Europe de l'Ouest.

Le but de tout cela, c'est évidemment de continuer à fractionner la classe des travailleurs, la jeunesse etc. en différentes catégories et d'essayer de les opposer les uns aux autres au moyen du racisme. Quoi de mieux que de diviser en mettant la

question raciale (ou la question religieuse) au cœur du débat politique ? Plus tard, sous prétexte de laïcité, le port du voile dans les écoles puis dans tout l'espace public a été mis en avant.

Des discriminations profondes

Dans les pays capitalistes avancés comme la France le racisme social persiste. On concentre les pauvres dans des quartiers. Et comme historiquement, ce sont surtout les travailleurs immigrés qui recevaient les emplois les moins bien payés, ce sont fréquemment des français issus de l'immigration qui habitent les quartiers déshérités et qui ont les plus forts taux de chômage. Les familles sont contraintes de survivre d'emplois précaires ou des aides sociales. Et quand ces quartiers deviennent vraiment trop invivables, on détruit les tours sous différents prétextes mais sans toucher à la précarité et à la misère, sans s'attaquer au vrai problème en donnant un véritable emploi, un logement décent, à tous et toutes. Par contre, les gouvernements laissent faire la discrimination à l'embauche et les contrôles au faciès par la police sont le quotidien de beaucoup de jeunes.

En finir avec les bases du racisme

Qu'il ait une base idéologique ou qu'il soit la conséquence d'une politique économique et

sociale, le racisme a souvent pour conséquence, en période de crise où les luttes sont difficiles, d'affaiblir le camp des travailleurs et de la jeunesse. D'un côté les travailleurs issus de l'immigration hésitent à lutter par peur d'une répression souvent plus forte à leur rencontre, de l'autre les patrons et les politiciens accentuent la propagande raciste.

C'est pour cela qu'une politique antiraciste est toujours nécessaire car nous avons besoin de l'unité de tous les travailleurs, des jeunes, des retraités, hommes ou femmes, français ou non, pour lutter contre le capitalisme. C'est pour cela que dans plusieurs pays nous avons lancé la campagne « Jeunes contre le racisme en Europe », pour lutter contre les groupes d'extrême droite et aider à organiser les luttes des Sans Papiers pour leur régularisation.

Il y a une partie du combat contre le racisme qui passe par l'éducation mais celle-ci se fera surtout par la lutte collective et en faisant disparaître les bases matérielles des inégalités qui nourrissent le racisme mais qui également font subir une double oppression lorsqu'on est exploité et en plus « issu » de l'immigration. C'est pour cela que nous nous battons pour une société socialiste basée sur la satisfaction des besoins de tous.

Les leçons de la Marche de 1983

Par Jacques Capet

L'année 1983 a été marquée par plusieurs dizaines de meurtres et agressions racistes, ainsi que des affrontements fréquents entre la police et des jeunes de quartiers HLM. En réaction, des jeunes des Minguettes près de Lyon, pour beaucoup maghrébins ont rallié à l'automne 83 Marseille à Paris en une marche "pour l'égalité et contre le racisme". Ils l'ont fait pour mettre fin aux discriminations et aux injustices dont ils étaient victimes et pas seulement celles basées sur le racisme, exigeant également un emploi, un logement etc. Parti à une trentaine, c'est près de 100 000 manifestants qui les accueilleront le 3 décembre 1983 et Mitterrand fut forcé d'accorder la carte de résident de 10 ans pour les travailleurs étrangers contre une carte d'un an avant qui les laissait sans cesse dans la précarité.

Cette marche changea radicalement la situation.

L'anti-racisme devint une question centrale et des dizaines de milliers de jeunes s'engagèrent dans ce combat, multipliant actions et manifestations. La gauche, bousculée par ce mouvement a néanmoins tenté de le récupérer et de temporiser. Au moment où germe l'idée de la Marche, Mitterrand exigeait que la TV nationale accueille Le Pen comme un interlocuteur valable et son 1er Ministre Pierre Mauroy dénonçait le caractère religieux des revendications des grévistes maghrébins de Poissy. Pour brouiller les pistes, le PS créait SOS racisme qui évacue la dimension sociale de la Marche pour confiner l'antiracisme sur le plan moral.

Mais même cela témoignait d'une politisation de la situation. Les manifestations en réaction à des meurtres racistes, les premières luttes importantes de Sans-Papiers et contre les lois racistes de Pasqua ont été facilitées par l'ambiance qu'avait créée la marche contre le racisme et pour l'Egalité.

L'Egalité est un combat Les gouvernements, y compris PS, malgré les promesses de Mitterrand et Hollande, ne veulent pas vraiment donner le droit de vote aux étrangers non-ressortissants de l'Union Européenne, et ils ne font rien pour faire disparaître les discriminations dont sont victimes leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants pourtant citoyens français. Sous l'étiquette "diversité", tout juste acceptent-ils que les classes moyennes et les classes dirigeantes accueillent une élite "issue de l'immigration". Dans un contexte de chômage de masse, la méfiance et la haine s'emparent vite des victimes du système capitaliste, non contre les bourgeois profiteurs, mais contre les autres exploités. Ce n'est peut-être pas une marche comme celle de 1983 qui est possible aujourd'hui, mais une des leçons est de faire comme eux : se lever et lutter, travailleurs, jeunes, chômeurs, hommes ou femmes quelque soient nos cultures et nos origines.

Que peut faire l'extrême droite de ses succès électoraux ?

Par la voie institutionnelle, les chances de l'extrême droite d'accéder au pouvoir sont quasi nulles. Les lois électorales obligeant à des alliances, il est improbable qu'un parti d'extrême droite obtienne plus de 50% aux grandes élections nationales (présidentielles, législatives). Au rythme des succès électoraux du FN, ce n'est pas la fille ou la nièce de Le Pen qui prendront le pouvoir mais ses arrières arrières petits enfants. La seule possibilité des politiciens actuelles d'extrême droite de gouverner le pays serait par un coup d'Etat, mais les maigres forces que le FN est capable de mobiliser pour ses manifestations montrent qu'il n'a pas les moyens militants pour cela. Et ses dirigeants sont guidés par un caractère carriériste, cherchant à prendre les places disponibles qui sont en jeu. Ils ne peuvent pas se couper de la possibilité d'être élus.

Il y a des conditions qui pourraient changer la donne : un appauvrissement extrême des classes moyennes et populaires, une défaite majeure des travailleurs et également une aggravation terrible de la crise économique menaçant certaines grandes fortunes du pays et les poussant à recourir à l'extrême droite. Ce tournant de l'histoire n'est pas impossible même si peu probable. Mais c'est pour cela que le FN reste à surveiller et à contrecarrer par des mobilisations de masse chaque fois que nécessaire car il y a toujours une possibilité qu'émerge de ses rangs des candidats à une telle politique. Mais en aucun cas en tombant dans le piège qui consisterait à soutenir la politique économique et sociale du PS et de ses alliés.

Mathieu Jardin



Il y a 80 ans : les émeutes fascistes du 6 février 1934

Par Marie-José Douet

La France après en avoir été relativement épargnée est touchée de plein fouet en 1931 par la crise économique mondiale de 1929. La production industrielle chute brutalement (-22% entre 1931 et 1932), notamment dans la métallurgie, le bâtiment, le textile. Le commerce extérieur baisse de 60%. Le nombre de chômeurs explose. La misère augmente et touche non seulement les travailleurs salariés mais aussi d'autres couches sociales comme les petits agriculteurs ou les petits commerçants.

Crise politique

Un cartel de gauche (radicaux et socialistes) a gagné les élections en 1932 mais 5 gouvernements du cartel vont se succéder tous incapables d'enrayer la crise.

Les deux plus importantes organisations ouvrières sont divisées. La SFIO est au gouvernement avec le Parti radical, représentant de la bourgeoisie capitaliste. Le PC suit comme toutes les sections de l'internationale communiste stalinienne, une politique sectaire traitant les socialistes de « sociaux fascistes ». Division

aussi entre la CGT (socialiste) et la CGTU (communiste).

Encouragées par la victoire du fascisme en Allemagne et en Italie (Hitler a été nommé chancelier en janvier 33), des ligues d'extrême droite ou fascistes se développent en France comme ailleurs. Elles attirent des parties des classes moyennes qui se détournent du Parti radical.

Le rejet de l'impuissance parlementaire grandit aussi et certains regardent vers ces ligues : Jeunes patriotes, Action française (royaliste), Camelots du roi, Croix de feu du colonel La Rocque qui ont 35000 membres en 1934. Toutes sont soutenues par des milieux d'affaires.

La crise politique perdure et des scandales politico-financiers éclatent à la pelle. L'un d'eux, l'affaire Stavisky, servit de prétexte aux ligues pour mobiliser dans la rue contre le gouvernement et appeler à une manifestation le 6 février.

La journée du 6 février 1934

Aux cris de « à bas les voleurs ! fin de la dictature des socialistes ! », pour beaucoup armés de revolvers, rasoirs..., les ligues marchent sur l'Assemblée. Au plus fort de la manifestation il y a 30000 manifestants devant le bâtiment. Les heurts

entre les plus déterminés et la police sont violents, il y a 15 morts et de nombreux blessés.

Le PCF avait appelé à cette manifestation par le biais de son association d'anciens combattants (l'ARAC) aux cris de « aux usines, aux chantiers, aux gares, manifestez contre les bandes fascistes et ce gouvernement qui les développe » appliquant ainsi sa ligne de considérer les socialistes et les fascistes comme des « frères jumeaux ».

Devant ce coup de force, sinon de tentative de coup d'état de l'extrême droite, un gouvernement d'union nationale, présidé par Doumergue est formé. On y retrouve Laval et Pétain. Les radicaux y participent. Le but de ce gouvernement est de mener une politique réactionnaire en prenant prétexte des revendications des émeutiers.

La réponse immédiate de la classe ouvrière le 12 février

Cette émeute de l'extrême droite va provoquer une réaction ouvrière contre le danger fasciste. L'unité des directions, elle, ne se fait pas. Le 9 février, le PCF et la CGTU appellent à manifester mais refusent encore toute unité d'action avec les travailleurs socialistes. Déjà dans plusieurs villes, il y a des manifestations unitaires. La CGT appelle à la

grève générale et à manifester le 12. C'est un vrai succès avec 4 millions de grévistes. Des manifestations ont lieu dans tout le pays. A Paris, la CGTU appelle aussi, dans un défilé séparé. Mais poussés par leur base, les 2 cortèges se rejoignent aux cris de « Unité ! Unité ! ». Cette formidable journée de grève a stoppé la menace fasciste.

Les travailleurs voulaient l'unité de leur classe pour mener la lutte contre les fascistes mais aussi dans la lutte contre le capitalisme qui n'amenait que chômage et misère. Ce front uni des travailleurs contre la menace fasciste allait forcer à la réunification syndicale et surtout préparer le terrain pour les grandes grèves de masse de mai-juin 36.

Le PCF et la 3ème internationale stalinienne firent encore un tournant : les socialistes n'étaient plus des sociaux fascistes et il fallait collaborer avec les éléments « progressistes » de la bourgeoisie, donc le Parti Radical pourtant si corrompu. La volonté d'unité d'action a été détournée en une alliance pour les élections de 1936 entre le PC, la SFIO et le Parti radical : le Front Populaire. Cette coalition a eu pour tâche de stopper la montée révolutionnaire de mai-juin 36 ce qui démolira les travailleurs et prépara la défaite de juin 40 et l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir avec l'aide des chars d'Hitler.



“La jeunesse est la flamme de la révolution” (Karl Liebknecht)

Offensive

Page des militants jeunes de la Gauche révolutionnaire

Tous ensemble contre le racisme et le Front national

Le racisme est un poison de division dont savent user à tout moment les classes dirigeantes ainsi que les partis de droite et d'extrême droite. Il est plus qu'urgent que les syndicats, les partis de gauche non gouvernementale et les autres organisations du mouvement ouvrier et social occupent de nouveau et de manière visible le terrain et combattent le racisme.

Il y a beau jeu de dénoncer le Front National si lorsque une collégienne rom, Léonarda, ou un lycéen arménien, Katchik, sont expulsés. La « gauche » a été incapable de réagir rapidement. Heureusement que par milliers les lycéens ont fait grève et manifesté, venant rappeler que l'antiracisme, concrètement, c'est le refus de l'inégalité des droits sous prétexte de nationalité ou de culture différente.

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a soudainement pris parti contre l'antisémitisme et raciste Dieudonné, c'est devenu très à la mode. Est-ce pour faire un peu oublier que cette pseudo-gauche stigmatise régulièrement les Roms, les musulmans, sur le même ton que la droite ?

Refuser le racisme

Nous refusons d'entrer dans leur jeu. Nous refusons en bloc le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination (sexisme, homophobie etc.). Le racisme n'est pas qu'une opinion, c'est une politique. Mener campagne contre le racisme, c'est lutter contre les dis-

criminations à l'embauche, celles liées à l'habillement, la culture, la couleur de peau. Refuser le racisme, c'est appeler à l'unité dans la lutte contre l'exploitation, par delà les frontières et les cultures. Quand Valls fait de la démagogie anti-raciste sur Dieudonné et de la démagogie raciste sur les Roms, cela sert à masquer, dans les deux cas, que les vrais responsables du chômage, de la pauvreté, du mal-logement, ce sont les multinationales et les politiques d'austérité des gouvernements. Et le Front National n'a qu'à récolter les fruits de cette démagogie et de ces politiques.

Unis dans la lutte

Les principaux syndicats (CFDT, FSU, CGT...) annoncent qu'ils vont mener une grande campagne contre le FN et tenir un premier meeting dans ce sens le 29 janvier. Voilà qui est positif mais également étonnant. C'est très bien si les syndicats jouent leur rôle en démasquant le programme du FN.

Mais en même temps, on peut s'étonner car ce n'est pas au FN que les travailleurs sont le plus durement confrontés aujourd'hui mais bien au patronat et au gouvernement. Une vraie politique anti-raciste des syndicats serait de mettre toute leur énergie dans la lutte pour organiser les travailleurs sans papiers, ou encore ceux qui ont le statut de travailleurs « détachés » (des travailleurs venus d'autres pays de l'Union européenne, entre 150 000 et 320 000,

qui sont payés 3 ou 4 euros de l'heure dans bien des cas).

Enfin, les syndicats devraient également exiger un contrôle sur les embauches, afin de lutter contre les discriminations, qu'elles soient racistes ou autre.

Renouer avec l'antiracisme militant

La lutte contre le racisme est en cette période une lutte primordiale. C'est une lutte pour l'égalité entre tous et toutes (salaire, emploi, logement etc.) et donc contre les politiques d'austérités, les

licenciements et la casse des services publics. C'est une lutte contre les tactiques de division qui font prétendre que le problème serait tel type de vêtement

Mais c'est aussi une lutte politique qui met en avant le droit à la multiculturalité, qui développe une conscience anti-raciste et antifasciste et défend une société de tolérance. Chacun, travailleur, jeune, homme ou femme, de toute culture ou origine doit chercher à s'organiser et à lutter collectivement. C'est cette campagne antiraciste que nous vous invitons à mener avec nous, n'hésitez pas à nous contacter !

► Pour des mobilisations de masse contre les meetings et réunions publiques de l'extrême droite

► Contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie

► Non aux expulsions, régularisation des sans papiers

► Un emploi, un logement, des services publics pour tous et toutes

Le FN, un danger pour les jeunes et les travailleurs

Depuis quelques années maintenant, le FN veut se présenter comme «changé», il ne serait plus un parti d'extrême-droite raciste et réactionnaire mais un parti de droite «populaire», voire même aux côtés des «travailleurs». L'image de sa présidente Marine Le Pen est sans cesse brossée dans les médias comme en rupture avec son père, n'hésitant pas à exclure tel ou tel membre pour un propos qui passerait mal.

Qu'en est-il réellement ? Et pourquoi le FN rencontre-t-il un certain succès électoral ?

Les raisons d'un succès

Le FN est apparu au début des années 80, au moment où le gouvernement PS-PCF mettait en place des politiques d'austérité que demandaient les capitalistes. Le PS ayant largement continué dans cette voie, le FN a conservé l'espace ainsi laissé dans les milieux populaires à grand coup de mensonges : la famille Le Pen ultra riche à millions qui partagerait les préoccupations des plus modestes. C'est en fait une posture politicienne, un moyen de se faire élire.

Le FN défendrait les travailleurs ? non !

Au prix de quelques changements de revendications, notamment sur les retraites, le FN se veut être le porte voix des travailleurs et de leur famille, il n'en est rien en réalité.

Dans son programme, le FN reprend désormais à son compte la revendication de la retraite à 60 ans, et il défend une augmentation du SMIC. Il n'y a pas si longtemps, le FN était pour un report de l'âge de départ à 67 ans et contre le principe même d'un salaire minimum garanti. D'ailleurs, il ne défend pas les revendications des travailleurs. Il réclame une uniformisation des régimes ce qui revient à soutenir l'ensemble des politiques de casse des retraites de ces 20 dernières années qui ont vu la grande majorité des retraités perdre leur niveau de vie.

Le FN ne serait plus sexiste ?

Marine Le Pen n'arrête pas de déclarer qu'elle ne reviendrait pas sur la loi sur le droit à l'avortement. Mais elle est contre le remboursement de l'IVG sauf dans les cas «thérapeutiques», ce qui revient à ce que seules les femmes de milieux aisés puissent recourir à l'IVG.

Au contraire du programme du FN à l'époque de son père, Marine Le Pen ne déclare plus qu'une femme doit être incitée à rester à la maison mais c'est par la force de la situation, une majorité de femmes voulant travailler, il paraît difficile d'aller à contre-courant sans en payer un prix électoral.

Un tournant électoraliste

Ayant atteint une sorte de maximum élec-

toral avec la qualification au 2^{ème} tour de la présidentielle de 2002 de Le Pen père, les mauvais scores ont suivi. La nouvelle direction qui accompagne Marine Le Pen a opéré un tournant opportuniste, allant même jusqu'à adopter des formules ou des revendications que la gauche avait abandonnées. Ainsi, lors des dernières réformes sur les retraites ou sur l'organisation du travail, Le Pen a-t-elle dénoncé la «collusion entre certains syndicats et le patronat pour s'entendre sur le dos des travailleurs», une formule qui bien évidemment comporte une certaine dose de vérité. La soudaine hostilité aux «grands groupes capitalistes» du Front National est due à la crise économique : une majorité de la population voit que ces grands groupes nous surexploitent et accumulent une masse de profit. Le FN accompagne cette humeur mais ne cherche nullement à s'attaquer à la cause, le capitalisme et sa loi du profit.

Le FN reste un parti raciste et anti-ouvrier

Malgré sa posture anti-système, le FN n'entend nullement s'attaquer aux capitalistes. Il reste résolument nationaliste et raciste, c'est à dire qu'il cherche à opposer les travailleurs entre eux, au seul bénéfice du système capitaliste.

Si les médias peinent à qualifier la politique prônée par le FN de raciste, c'est que le discours «républicain» a banalisé un certain nombre d'idées racistes, souvent sous couvert de «laïcité».

Laquelle est devenue le moyen pour le FN de recycler son racisme anti-maghrébin en racisme anti-musulman, pas très éloigné en cela des Valls et autres Coppé.

Et sur certains sujets, le FN ne dit plus que ce sont les «grands groupes capitalistes» qui sont responsables de la misère sociale. Par exemple, il dit : «La crise du logement que subissent actuellement les Français résulte de trois causes principales. La première d'entre elles réside dans l'explosion de l'immigration». Des immeubles vétustes, des sociétés HLM privatisées ces dernières années, la spéculation immobilière qui fait grimper les prix en flèche... cela reste secondaire ! S'il y a une crise du logement, c'est la faute de simples travailleurs, étrangers bien évidemment. Les Le Pen qui vivent dans un château à Saint Cloud, riches à millions, n'ont que faire du mal logement, ce qui les intéresse, c'est d'utiliser la crise du logement pour déverser leur propagande raciste. Sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, le FN sort la carte raciste dès que ses positions en faveur des patrons et des capitalistes se veraient trop.

Le FN a adapté certaines formulations aux changements de la société et à la crise du système capitaliste. Son programme économique ne marque aucune rupture avec ce système ni avec les politiques des gouvernements successifs qui n'ont agité que pour satisfaire les profits d'une infime minorité.